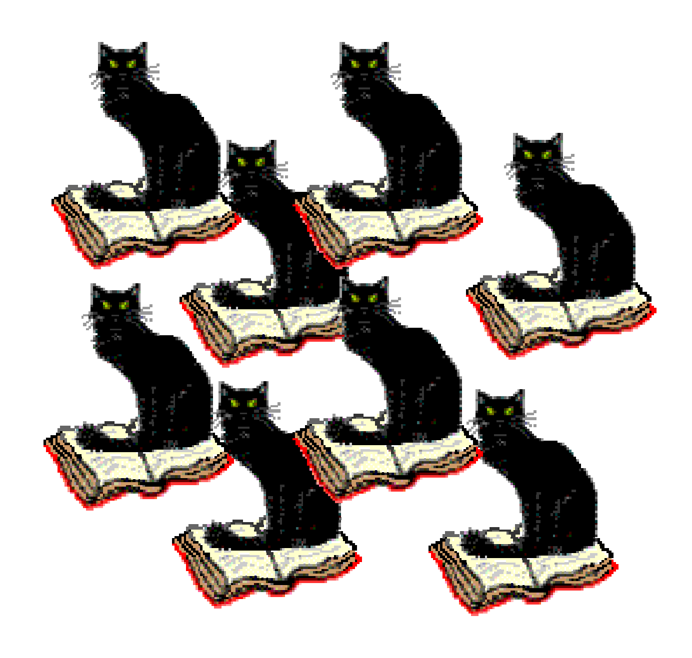
LECTURES SUBVERSIVES

COLLECTION STRATÉGIE



Les cahiers de l'anarchosyndicalisme n°42



Sommaire :

Le réformisme est l'allié du capitalisme

Le 21ième congrès de l'Association Internationale des Travailleurs s'est tenu à Madrid en décembre 2000. Un des membres de la délégation de la CNT-AIT, section française, livre ci-dessous, un aperçu des travaux.

Les échanges, tactiques, théoriques, doctrinaux furent riches et variés. Mais aucun principe n'a de valeur sans sa pratique. Nos structures ne peuvent exister sans la logistique gratuite fournie par la militance et rien ne peut se faire sans l'action discrète et généreuse des militants. Nous savons le travail, l'énergie nécessaire à la vie de nos structures. Nos adversaires s'étonnent qu'avec peu de moyens financiers nous soyons capables de produire autant. C'est qu'ils ignorent le bénévolat, habitués qu'ils sont à payer ce type d'activité. Permanents, subventions, salariés introduisent des rapports d'argent et non des rapports militants. Les partis, syndicats, associations de ce type ressemblent plus à des entreprises, des prestataires de services, qui nécessitent beaucoup d'argent pour peu d'efficacité. Un congrès de l'AIT serait très coûteux si l'AIT, abandonnant son éthique, évoluait vers les subventions, les permanents, etc... Combien de militants et militantes comme chacun de ceux qui y ont participé feraient des milliers de kilomètres et passeraient des jours gratis pour un congrès ? Combien seraient volontaires pour les activités : tracts, banderoles, permanences, délégations, prises de notes, manifestations, vie des journaux, entretien des locaux, etc. ? Les partis et syndicats dits de gauche ont pactisé avec le patronat, l'Etat, de multiples organismes pour obtenir les finances rétribuant leur bureaucratie. Perdant toute indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie, ils sont en difficulté pour convaincre leur base qui se rétrécit, de produire de la gratuité. Ce qui accélère leur institutionnalisation. Une autre satisfaction que permettent les congrès, c'est la rencontre directe et personnelle des compagnons. Ces contacts sont importants humainement, face à nos réalités existentielles, nos espoirs et désespoirs, nos dégoûts et enthousiasmes, nos rêves et réalités avec toutes les problématiques de la vie que nous appréhendons avec notre éthique. La fatigue, le temps, le barrage de l'idiome compliquent le dialogue de regrets, car on aurait voulu pouvoir échanger davantage avec les autres que l'on croise. Reste un regard, un geste, un sourire, une atti-

tude qui confirment l'appartenance à cette même humanité et cela réconforte. Notre chemin est difficile mais c'est celui de l'honnêteté, de la clarté, du courage, et de l'anarcho-syndicalisme. Mais peut-on réellement utiliser autre chose dans la lutte anti-capitaliste ?

Les faits sont irréfutables : la gauche et la droite sont coalisées pour exploiter, elles ont la haine de l'égalité. Nous, nous sommes de cette humanité qui ne se tait, ne se soumet, n'exploite, n'humilie pas. Nous avons notre rêve de liberté, d'égalité, de fraternité. Pour cela, on nous a réprimés, calomniés, diffamés, licenciés, emprisonnés, torturés, exilés ... pour que nos idées ne deviennent pas celles de tous les opprimés. Notre tâche est dure, nous ne nions pas les difficultés de l'entreprise. Mais que ce soit pour s'en effrayer ou pour s'en réjouir, beaucoup constatent le retour, le maintien ou la résurgence de l'anarcho-syndicalisme, certains tentent même de manipuler ses idées-forces. Pendant ce congrès de l'AIT, je nous sentais lucides, tranquilles, déterminés, et cela se sent partout dans le monde où nous sommes présents. Un congrès comme celui de l'AIT se caractérise par un foisonnement d'idées et d'expériences de femmes et d'hommes venus de tous les coins du monde. Une bonne part des échanges, formels ou informels, a été consacrés à l'analyse du système. Voici un résumé de ce qui s'y est dit.

L'économie se fait sur le mode capitaliste à dominante fordiste. L'Homme est réduit à une marchandise (la force de travail) qui se loue et se rétribue sous forme de salaire (salariat). Pour produire des objets, biens ou services qui s'échangent par la vente (marchandise) selon l'offre et la demande (économie de marché). L'objectif étant de dégager des profits, ou plus-values, pour permettre les revenus des propriétaires des structures économiques (patrons, actionnaires). Pour maintenir ou augmenter les parts de marché et la plus-value, les capitalistes utilisent principalement les méthodes suivantes : la fusion des structures économiques dans des ensembles plus vastes, pour réduire les coûts d'exploitation, licencier, etc... La réduction de la masse salariale, constituée par l'ensemble des salaires versés et des prélèvements obligatoires. La réduction de la pression fiscale, y compris sur les salaires, ce qui induit une baisse du salaire indirect, donc des aides sociales. La réduction de la qualité des produits et marchandises qu'il faut changer souvent, quand ils ne sont pas tout simplement dangereux ou nocifs. L'augmentation du travail produit par les

salariés c'est-à-dire de la charge de travail. La mise en concurrence des salariés par la délocalisation, la précarité, la flexibilité, le chômage, dont la crainte limite les revendications salariales. Résultat : dégradation des conditions de revenu, de la santé physique et psychologique de beaucoup de personnes, croissance des inégalités sociales, sans parler des guerres et violences. Pourtant le rapport PIB/nombre d'habitants en dit long sur les revenus disponibles par personne.

Au niveau idéologique, le système développe un individualisme associé au grégarisme, les théories de l'innéisme des compétences, de la sociobiologie et du darwinisme social. Sur le plan social, c'est la prédominance de l'individualisme, des inégalités, de l'utilitarisme, du système pyramidal et hiérarchique, de la réification de la personne par les rapports marchands, du consumérisme et mercantilisme, de la privatisation du patrimoine collectif et de la croissance de la propriété privée, et bien sûr de la division de la société en classes [1].

Au niveau politique, toute société humaine est culturelle : elle se gère, s'administre selon certains critères environnementaux, idéologiques ... Le mode d'organisation politique, le type de structure, le régime, l'ensemble du système socio-économique ; l'un s'explique par l'autre. Ils sont imbriqués, s'auto-structurent, sont concomitants. L'idéologie générale d'une société se vérifie dans son idéologie politique ; celle de nos sociétés, c'est l'étatisme. Ce n'est pas un hasard, toute société inégalitaire (esclavage, salariat) doit réprimer, mater, domestiquer les conflits sociaux. L'Etat est apparu comme le meilleur outil pour cet usage, capable d'unir les oppresseurs par delà leurs divisions pour faire perdurer leur pouvoir. Quelle que soit son histoire et ses prérogatives, l'Etat moderne se présente comme l'incarnation de l'intérêt général, de la chose publique. Il est la source du droit, des lois, de la coercition, des guerres. Il est agent économique (fiscalité, monnaie), voire propriétaire (étatisation, nationalisation), agent de vecteur idéologique (éducation, code civil), administrateur (fonction publique). Son fondement est la communauté (peuple, nation, cité) ; il est régalien. Suivant les nécessités et les rapports de force, son régime sera parlementaire, dictatorial, ou oligarchique. On voit l'intérêt pour une couche sociale à vocation oppressive de créer, développer, instrumentaliser l'Etat. Nos sociétés sont bien la résultante d'un mode économique (le capitalisme), d'un mode d'organisation politique

(l'étatisme), d'un mode de pensée (les idéologies inégalitaires). La fusion des systèmes (politique, de production et idéologique) a abouti à une société globale que l'on peut définir comme bourgeoise et capitaliste.

En matière de choix et tactique politique, l'opprimé peut choisir de détruire le système, du dehors ou bien du dedans, de le faire évoluer ou de le réformer. Le mouvement prolétarien s'est divisé sur la question de l'Etat. D'un côté, ceux ne voulant que limiter les effets des inégalités et ceux qui pensent que l'Etat peut réaliser l'égalité, de l'autre, ceux qui veulent détruire immédiatement l'Etat pour établir le communisme libre. Une fraction dite éclairée et moderniste de la bourgeoisie, a compris que le réformisme, par son rôle idéologiquement intégrateur et pacificateur, permettait de maintenir facilement le système. Voyons comment cela se passe :

1 - Par le suffrage universel ou catégoriel, l'élection des représentants dans les structures politiques, voire sociales et économiques, la bourgeoisie fait sanctifier l'exploitation par l'élection et se disculpe de son oppression. La loi étant sensée venir du peuple, toute critique devient anti-démocratique, voire dirigée contre le peuple, et on pourra réprimer en toute bonne conscience.

2 - Les réformistes, pour être éligibles, ne doivent pas enfreindre le cadre légal et constitutionnel forgé par la bourgeoisie (prémices de la pacification et de l'intégration au cadre légal). La bourgeoisie lâchera quelques menus avantages aux élus, pour séduire l'électeur, et créditer la tactique réformiste (début de la collaboration et du partenariat).

3 - Les réformistes doivent défendre le parlementarisme et l'Etat. L'Etat, selon eux, serait neutre ou arbitre, donc juste, ou bien encore et tout au contraire, utile pour faire du social, redistribuer les richesses. Il pourrait même être progressiste et il deviendrait alors l'Etat prolétarien contrôlé par les travailleurs. L'impasse est faite sur l'origine et la fonction de l'Etat comme outil d'oppression. Dans nos démocraties, les prolétaires peuvent-ils constituer une majorité électorale, vues les couches sociales intermédiaires dites classes moyennes, les divergences entretenues par le corporatisme et les diverses tendances du réformisme ?

4 - Les salariés, quand ils croient au parlementarisme, s'écartent des ré-

volutionnaires en fondant leur espoir sur la prochaine élection. Pendant ce temps, ils restent corvéables, exploitables et divisés.

5 - Les organisations politico-syndicales de gauche, pour obtenir le plus de voix et d'élus, combattent les révolutionnaires et les anti-parlementaristes. La bourgeoisie est heureuse que l'attaque contre le radicalisme des salariés vienne des structures de gauche, ce qui accélère les divisions des travailleurs.

6 - La bourgeoisie va accroître les moyens et les pouvoirs des réformistes : subventions, heures de détachement ou heures syndicales, locaux, indemnités de fonctionnement et de formation, remboursements très généreux de frais de toutes sortes, etc... En fondant l'attribution des moyens sur la représentativité électorale, on élimine toute organisation anti-parlementaire, voire celle favorable aux élections mais trop petite. On les prive des moyens logistiques et de certains droits légaux, voire on peut nier leur existence. Bref, les grosses structures se renforcent, et combattent encore plus violemment toute critique et pratique anti-électorale.

7 - Le lobby réformiste est puissant, représenté par les syndicats institutionnels dans les lieux de travail et les structures qui en découlent. Il conforte son influence par les partis, dans les parlements ou structures équivalentes (locales, régionales, internationales). Il gouverne, gère ou cogère l'Etat, ses administrations et institutions, ainsi que de nombreuses caisses sociales (retraites, santé, aides sociales, chômage, mutuelles, etc...).

8 - Les réformistes recrutent pour leurs objectifs du personnel formé dans les écoles de la bourgeoisie. Ces individus recherchent argent et pouvoir, et concourent à embourgeoiser les structures réformistes, et à les intégrer au système social et politique adéquat. Sociologiquement, la croissance des élus, permanents, ... bureaucratise les structures qui se juxtaposent à la réalité sociale (dirigeants, cadres, subalternes). Les adhérents se taisent ou se désaffilient, n'ayant aucun poids face aux dirigeants. Ils servent de main d'œuvre gratuite.

9 - La corruption sévit : détournements des protections juridiques, des heures de délégations, dérogations, favoritisme, avantages, passe-droits ; chacun négocie son pouvoir pour ses intérêts personnels.

10 - Les ressources des partis et syndicats institutionnels proviennent majoritairement des finances publiques, les cotisations étant résiduelles. Résultat, les personnels de ces institutions sont des quasi-fonctionnaires. Elles-mêmes sont devenues, comme l'écrivait Althusser, des appareils idéologiques de l'Etat qui vendent du rêve, de l'espoir, prodiguent des grands principes humanistes pour séduire les électeurs, mais qui ont fonction d'encadrer, domestiquer, discipliner pour réprimer le prolétariat. Ce sont des outils efficaces car plus ils sont puissants, plus les inégalités se maintiennent ou croissent, plus l'oppression est subtile.

11 - Mais, si par le plus grand des hasards, par un accident de l'histoire, le réformisme et le cadre pseudo-démocratique du parlementarisme, devenaient une gêne, voire une menace, la bourgeoisie, fidèle à ce qu'elle est, ferait un coup d'Etat, établirait la dictature, le temps de liquider les subversifs, de mater les agités, avant de permettre le retour de la pseudo-démocratie.

A l'inverse de ces pratiques réformistes plus ou moins voilées, l'abstention électorale, la défiance, la critique du système pseudo-démocratique ouvrent un espace critique. La lutte contre la dictature et la pseudo-démocratie nécessite une tactique, une stratégie, une doctrine. Le corpus théorique de l'anarcho-syndicalisme y répond. Il doit être vulgarisé, développé pour répondre à ces exigences. J'en rappelle très brièvement pour finir quelques éléments : action directe, anti-parlementarisme, rejet du corporatisme et du nationalisme, fédéralisme, économie planifiée, communisme libertaire, égalité économique et sociale, rejet des structures hiérarchisées et bureaucratiques, etc ... Pour cela, nous devons continuer à refuser de nous intégrer au système, de nous embourgeoiser, de contribuer à l'exploitation. Que chacun réfléchisse à tout cela.

Jean Picard Mars 2001

[1] Le fait qu'un prolétaire détienne quelques actions ne change rien à sa condition ; comme salarié, il ne peut décider ni changer l'ordre des choses. Cet actionnariat, c'est du salariat maquillé par les patrons. La bourgeoisie par contre ne se limite pas pour moi aux seuls propriétaires des structures économiques, mais incorpore les cadres dirigeants, les hauts fonctionnaires, les élus, les financiers, les bureaucrates, c'est-à-dire tous ceux qui tirent avantage en pérennisant le système social inégalitaire et capitaliste.

Pour une réelle résistance des exploités et opprimés
Pour une unité des luttes sociales

Depuis plus de trente ans, patronat et État enchaînent les plans de restructuration et appliquent la même logique : augmenter la productivité, comprimer la masse salariale, mais aussi précariser, flexibiliser et "pacifier" les salariés par la peur du chômage. À toutes ces mesures, l'État rajoute la réduction du salaire indirect (c'est-à-dire les aides sociales). L'écart entre les niveaux de pouvoir d'achat grandit sans cesse et produit une ségrégation qui exclut une part croissante de la population, surtout en terme de qualité (logement, santé, nourriture, éducation...). Le résultat est patent : dégradation générale des conditions de vie des salariés, et constitution d'une masse de cinq à sept millions de pauvres. Les hauts revenus croissent proportionnellement aux inégalités, avec, en prime, l'arrogance des nantis, les pratiques sécuritaires et répressives, l'absence de démocratie, le contrôle social croissant, la remontée d'idéologies réactionnaires (religions, dirigisme, darwinisme social, anti-culture, militarisme, etc.).

Ayant poussé l'oppression sur les tous petits revenus jusqu'aux limites du supportable, la bourgeoisie concentre maintenant son bellicisme contre les couches qui ont des revenus supérieurs au SMIG, toujours suivant la même logique, en mettant en priorité (idéologie oblige) la fonction publique dans le collimateur. Pour cela, elle s'appuie sur une démagogique baisse des impôts. Malgré de confortables revenus, la grande bourgeoisie trouve la fiscalité "pénalisante", d'autant qu'elle utilise peu les services dits publics, préférant les officines privées. La moyenne bourgeoisie, dont la stupidité n'est plus à démontrer, s'en réjouit, ignorant qu'à terme, elle payera, directement et bien plus cher, des services qui sont pris en charge actuellement par l'impôt. Les pauvres se taisent, n'étant pas directement concernés par la réduction d'impôts. Or, en limitant le déficit budgétaire à 3 % et en aggravant les contraintes budgétaires par la réduction des recettes fiscales, l'État diminue de fait le financement du secteur public et induit une politique encore plus anti-sociale. Il crée aussi, artificiellement, les conditions du dysfonctionnement du service public ... dont il profitera pour dénoncer la mauvaise qualité, les coûts "exorbitants", le faible rendement et le je m'enfoutisme. Sournoise manœuvre qui résulte de l'application accélérée de l'AGCS (Accord Général

sur les Commerces et les Services), c'est-à-dire de la mise en concurrence des services publics entre eux ou avec le privé. Public ou privé, dans tous les cas, on nous imposera de sacrifier au dogme de l'économie de marché : réduire les coûts de production pour être "compétitifs". De nouvelles dégradations des conditions de vie des salariés sont donc en perspective.

Face à cette nouvelle phase de l'offensive capitaliste, la résistance populaire doit se manifester. Mais nous devons d'abord analyser ce qui nous divise.

LE CORPORATISME

Pris dans une vision à très court terme empreinte d'un certain individualisme, beaucoup de salariés ne voient leur salut que dans la défense de leur statut particulier, sans réaliser qu'en agissant ainsi, ils se condamnent.

Car le corporatisme, en isolant chaque secteur, loin de le protéger fait le jeu de la théorie des dominos : la chute de l'un entraîne inexorablement la chute d'un autre et ainsi de suite. Cela se passe soit directement (les 42 annuités pour la retraite, une fois imposées dans le privé, sont imposées sans coup férir dans le public) soit, plus subtilement, de façon indirecte. En effet, dans le système économique actuel toute amélioration sectorielle de la situation des salariés (et même le simple maintien de leurs conditions) est un obstacle à l'accroissement de la compétitivité (c'est-à-dire de l'augmentation continuelle des bénéfices patronaux) et entraîne rapidement par ricochet des "ajustements" (suivant les cas : restructuration, délocalisation, déqualification...).

Faute d'invariabilité de la valeur de la force de travail, toute amélioration catégorielle se retourne contre les salariés. Nous devons donc poser des revendications anti-corporatistes. Quelques pistes : revenu social, statut unique, égalité de traitement...

L'ELECTORALISME

On nous le dit à chaque fois : les élections seraient le moyen pour les opprimés de renverser la situation.

Observons tout d'abord que les alternances gouvernementales n'ont rien produit de semblable. Abusivement présenté comme démocratique, le parlementarisme, produit de la délégation de pouvoir, favorise la démission au quotidien, déshabitue les individus de l'exercice du pouvoir politique et favorise les "spécialistes" de la politique et autres nantis. Défendre le parlementarisme, c'est accepter de se soumettre aux résultats des urnes, aux 82 % de suffrages qui ont hissé Chirac sur le pavois, c'est légitimer la politique anti-sociale qui en découle. C'est aussi attendre éternellement la "prochaine" élection pour espérer un changement, et, dans l'attente, continuer à se faire piétiner. C'est transformer la lutte sociale en champ clos de conflits entre fractions parlementaires qui, lorsqu'elles sont minoritaires se présentent comme "la" solution de rechange, avant de continuer toujours la même politique quand elles reprennent le pouvoir. Un mouvement de lutte qui chercherait à s'appuyer sur le parlementarisme ne peut que s'affaiblir et se diviser et oublierait la masse croissante d'exploités qui refuse le jeu électoral et s'abstient consciencieusement à chaque élection.

Si l'électoralisme divise, l'action directe construit au contraire le rapport de force puisque, par définition, elle est l'action collective et sans intermédiaires des opprimés en lutte. L'action directe est la base originelle du syndicalisme, celle qui lui a permis, un temps, de contrer les attaques du capital. Il est grand temps de renvoyer les bureaucrates, les permanents politiques et syndicaux, les "partenaires sociaux", les élus (politiques ou professionnels), les spécialistes du paritarisme (qui participent à la gestion anti-sociale des caisses et de l'administration) aux poubelles de l'histoire. Ils ont tous amplement démontré que leur objectif n'était pas de "défendre" les salariés. Ils sont là pour encadrer, pour contrôler. La trahison des "élites" syndicales n'est pas gratuite : des milliers de permanents en vivent, grassement payés par l'État, les patrons et les caisses sociales. Et même leurs tous petits services sont rémunérés (par exemple, les patrons payent rubis sur l'ongle à un simple délégué du personnel des heures, dites de délégation, pendant lesquelles il n'a pas travaillé).

QUELS TYPES DE STRUCTURE ?

A chaque lutte d'envergure, cette question se pose. On voit tantôt refleurir les cartels d'organisations, syndicales (derrière lesquelles on voit poindre le nez des organisations politiques), des coordinations plus ou moins

préprogrammées. Comment peut-on avancer sur cette question ?

Nous avons déjà souligné la contradiction insoluble entre ceux qui poursuivent des problématiques électoralistes et ceux qui veulent pratiquer l'action directe. Leur cohabitation est impossible dans une lutte. Il n'y a rien à discuter.

Deuxième observation. Les centrales syndicales dites représentatives [1] tout comme les intersyndicales qu'elles constituent au gré de leurs besoins sont de plus en plus souvent rejetées. A juste titre. Car, à moins d'être frappé de niaiserie congénitale, tout salarié qui participe à une lutte se rend compte que les syndicats ne sont là que pour encadrer et mettre des bâtons dans les roues.

De même, il faut être méfiant vis-à-vis de toutes les structures constituées soi-disant "pour être efficace", car, en réalité ceux qui les gèrent sont globalement les mêmes que l'on retrouve dans les partis, syndicats, conseils municipaux ou régionaux, associations... Qu'elle que soit l'étiquette sous laquelle ils se présentent à un moment donné, le but qu'ils poursuivent est toujours le même.

Alors, comment faire ?

FONCTIONNEMENT VERTICAL OU HORIZONTAL

Notre expérience de terrain nous amène à penser que le plus efficace, ce sont des structures qui regroupent tous les individus (syndiqués ou pas) en accord avec les buts de la structure en question. Comment de telles structures doivent-elles fonctionner ?

Le mode de fonctionnement vertical (ou hiérarchique) est souvent présenté comme efficace sous prétexte que les débats démocratiques freineraient la prise de décisions. Or, une structuration verticale induit un appareil non-démocratique, des jeux de pouvoir, la quête de bonnes places au détriment des principes, la collaboration avec les bailleurs de fonds pour rétribuer les permanents, et, finalement l'institutionnalisation. Il suffit d'observer ce que sont devenus les partis et syndicats pour avoir un aperçu de cette évolution. Nous sommes loin du syndicalisme du début du siècle dernier, quand la CGT se référait à la démocratie et à l'action directe, à l'interprofessionna-

lisme et aux bourses du travail, à l'anti-capitalisme et à l'anti-étatisme, au rejet du militarisme, à la défense de la lutte des classes.

A l'inverse, le mode de fonctionnement horizontal est, à terme, réellement efficace car il implique tous les membres dans les décisions et favorise une connaissance collective des enjeux, empêche ou rend difficile l'instrumentalisation de la lutte à des fins personnelles.

Le fait que chaque membre est à égalité de droit est réellement démocratique. L'horizontalité permet la mise en réseau des structures de résistance sans qu'aucune ne prive l'autre de ses prérogatives. Elle permet la coordination et l'action collective, favorise l'équilibration du singulier et du pluriel, harmonise l'intérêt particulier et général dans ce qu'il a d'indissociable. Ce choix du fédéralisme offre d'autres avantages en multipliant les centres de décision, il stimule l'empirisme par la multiplication des expériences puis par la sélection des plus adéquates. Il fragilise également l'attaque de l'adversaire qui tentera d'ailleurs d'amener la lutte sur le terrain du verticalisme et du centralisme, car il est plus facile de soudoyer, corrompre, réprimer, contrôler, manipuler quelques-uns que tous. Il suffit d'imaginer un mouvement de lutte dont l'unique centre nerveux serait par exemple à Paris : si le pouvoir met hors de service ce centre, quelle que soit la façon dont il s'y prenne (par la répression ou la corruption), tout s'arrête. S'il y a des centaines de centres fédérés et autonomes, c'est bien plus difficile pour le pouvoir de bloquer la lutte.

EN CONCLUSION

Les attaques de la bourgeoisie ne rencontrent pas d'oppositions sérieuses. Les partis et syndicats de gauche ne permettent pas d'enrayer ces attaques parce qu'ils en sont complices, étant d'accord sur le fond avec les patrons.

Il est temps que les exploités et les opprimés entrent en résistance, qu'ils se dotent de comités de lutte indépendants de l'État, des partis, des syndicats, qu'ils réalisent l'autonomie populaire, qu'ils avancent des revendications générales capables d'amener l'unité la plus large en rejetant le corporatisme, des revendications intercatégorielles, qu'ils associent en réseau les structures de lutte selon les bases du fédéralisme, qu'ils élaborent, face à la société bourgeoise et capitaliste, une société égalitaire et démocratique.

Jean Picard Novembre 2003

Les néo-réformistes, éternels défenseurs des institutions

Depuis trente ans d'alternance droite-gauche, nous assistons à un recul sans précédent des libertés, du pouvoir d'achat, et des conditions de vie d'une majorité de la population. De restructuration en délocalisation, de recul de la protection sociale en paupérisation, la bourgeoisie agit. Le capitalisme, pour accroître son taux de profit, sa plus-value, attaque sans répit les salariés dans toute l'Europe. De Chirac en Jospin, de Kohl en Schröder, de Aznar en Zapatero ... ils pratiquent la même politique de régression. Le syndicalisme institutionnel, partenarial, médiationnel, accompagne les mesures anti-sociales. Le réformisme des officines politiques et syndicales a d'ailleurs atteint un tel niveau d'intégration institutionnel, qu'en complète collusion avec la bourgeoisie et le capitalisme, elles sont les chiens de garde du système.

Les réformistes prétendent certes faire évoluer la société vers plus de justice et d'égalité en siégeant, grâce aux élections, dans les institutions. Nous observons que, si les électeurs ne bénéficient en rien du participationnisme, nos élus sont bien rétribués, bénéficient de privilèges et avantages divers. La Bourgeoisie (qui désormais comprend nos réformistes) connaît le rôle intégrateur des institutions. Elle sait que les financements liés au participationnisme (voir C.S. de Midi-pyrénées, décembre 2004) permettent de créer des chefferies. Les permanents et bureaucrates savent en retour que leurs revenus personnels dépendent des mandats électifs qu'eux-mêmes -ou leurs amis- obtiennent. Finalement, la seule chose qui apparaisse extraordinaire dans ce tableau brossé depuis bien longtemps, c'est que de soi-disant révolutionnaires préconisent encore l'utilisation des institutions. Ces néo-réformistes se réclament de la gauche, de l'extrême-gauche, voire, hélas, de l'anarchisme. Ces derniers sécrètent une sorte d'anarcho-réformisme diffus en entretenant, par un double discours et une rhétorique confuse, des illusions et un rideau de fumée néfaste à une bonne compréhension des enjeux.

Les néo-réformistes pensent faire évoluer "de l'intérieur" les institutions vers plus de justice et de démocratie. Question : Peut-on vraiment, en participant à des structures anti-démocratiques et injustes, les transformer en leur contraire ? Ne va-t-on pas plutôt dans le sens de leur renforcement en es-

sayant de distordre la logique institutionnelle.

En effet, une institution institue ; d'où son nom. Elle applique les principes consécutifs à son existence, et ne peut être contestée de l'intérieur, car dans ce cas, elle n'est plus une institution. L'histoire enseigne que la destruction et la création d'institutions n'est pas un phénomène endogène mais exogène. Il est dû au fait qu'une fraction déterminante de la population ne s'y reconnaissant plus, rejette -ou est exclue- des institutions. Usant de la pression externe (grèves, insurrections, occupations, etc.), elle défait les institutions en place et en élabore d'autres. Cela s'appelle communément un changement radical, voire une révolution. Nul ne peut contester que nos sociétés furent confrontées à des affrontements et que ces combats provoquèrent des changements profonds (quelle qu'en soit la nature).

Les néo-réformistes veulent faire croire qu'avec les institutions actuelles ils peuvent modifier les rapports d'exploitation et d'oppression. Ils occultent une analyse à laquelle ils sont pourtant nombreux à se référer, le marxisme. Celui-ci prétend que la réalité matérielle (de nos jours, le cadre économique) détermine la superstructure (l'ordre idéologique et juridique). Par conséquent, le capitalisme induit un système social et institutionnel conforme à ses intérêts. Cela se traduit par un mode d'organisation sociale hiérarchisé, oppressif, inégalitaire et d'exploitation ; ce que l'on appelle une société de classe et bourgeoise. Nos institutions en sont leurs exactes expressions et leur usage pérennise l'ordre bourgeois. Il n'y a pas de neutralisme institutionnel.

Les néo-réformistes désirent instrumentaliser les institutions et, par le jeu des contradictions, créer un conflit, une autonomisation, un vide, un référentiel institutionnel. Ils se croient grands tacticiens ; ils en sont de bien piètres. La bourgeoisie a prévu pareille situation. Au-dessus des institutions, il y a la loi, la constitution, l'État. Tout individu ou groupement peut être révoqué, démis, suspendu de ses fonctions. Une décision émanant d'une institution peut être annulée, si l'acte pris, si la délibération contreviennent trop gravement aux intérêts des échelons supérieurs. Que ce soit par un simple acte administratif, un jugement de tribunal, l'intervention policière -voire militaire-... tout le dispositif est prêt pour "réguler" une institution qui sortirait des rails. La décision indésirable sera qualifiée d'irrégulière, de "trouble à l'ordre public" ; on parlera si besoin d'atteinte à la sûreté de l'État ou on la proclamera inconstitutionnelle. C'est prévu. Le système est verrouillé. Pour renforcer ce cadre, certains pensent à déclarer "constitutionnelle" l'économie

de marché, au niveau européen. Toute institution qui dérogerait au marché verrait encore plus facilement sa décision frappée de nullité.

Les néo-réformistes, par le jeu électoral, visent à gagner un poids déterminant dans les institutions. Ils oublient que la réalité sociale entraîne une certaine sociologie électorale. En effet, grossièrement, le corps électoral est composé, pour 20 à 25 % de la classe haute (bonne bourgeoisie), votant plutôt "à droite", pour 30 à 35 % de la classe moyenne (moyenne et petite bourgeoisie) votant plutôt pour le centre et la "gauche" modérée, et, pour 40 à 45 % par la classe basse (figurant plus ou moins la classe ouvrière) votant "à gauche". L'abstention étant très forte dans la classe basse, on voit tout de suite que les néo-réformistes pour constituer une majorité électorale doivent soit rallier des électeurs modérés, soit s'allier eux-mêmes aux partis modérés. Pour cela, ils doivent modifier leur discours et trahir les intérêts de l'électorat le plus à "gauche".

Les néo-réformistes contestent la société actuelle. Beaucoup d'entre eux se réfèrent au marxisme. Personnellement, j'entretiens avec le marxisme des rapports distants et ambigus. Je le trouve trop réducteur, trop mécaniste, trop simpliste. Je lui préfère l'anarchisme, qui me semble plus ample, plus complexe. Anarchiste, je partage avec le marxisme le concept de lutte des classes. C'est-à-dire que je constate que nos sociétés sont composées de classes : capitalistes/prolétaires, oppresseurs/opprimés, bourgeoisie/plèbe... Pour simplifier, nous dirons bourgeois/prolétaire. Ces deux classes entretiennent des intérêts irrémédiablement antagoniques. Le prolétariat, prenant conscience de ces intérêts, doit se constituer en classe pour soi, pour détruire le système social actuel, défaire la bourgeoisie, construire une société sans classe, c'est à dire égalitaire. Pour cela, le prolétariat doit entrer en rupture avec la bourgeoisie, rejeter toute pratique d'intégration institutionnelle, s'opposer aux organisations participationnistes. Cela s'appelle le refus de la collaboration de classe. Ce qui induit que le prolétariat s'organise indépendamment des institutions, des partis et des syndicats collaborationnistes et crée ses propres structures de lutte, que nous désignons comme la résistance populaire autonome. Force est de constater que les néo-réformistes, en valorisant les institutions par leur participation renforcent au contraire une logique de collaboration, contraire à la lutte prolétarienne et à son autonomie. En voici un exemple parmi cent autres.

Un exemple parmi cent autres

Le gouvernement français entendait réduire les droits des chômeurs. Courant 2004, un collectif de chômeurs, composé de libertaires, de néo-réformistes, de personnes sans lien avec un parti ou un syndicat, fut constitué localement. L'objectif était le retrait du projet gouvernemental, une meilleure protection des chômeurs. Le fonctionnement se faisait en assemblées générales. Tout allait bien jusqu'aux élections régionales. Craignant une poussée de la gauche modérée et un recul de leur électorat (ce qui arriva d'ailleurs), les néo-réformistes commencèrent leurs manœuvres pour obtenir des soutiens. Ils cherchèrent à discréditer les anarchosyndicalistes, à nous pousser au conflit, à nous faire porter la responsabilité d'une rupture pour pouvoir manipuler les autres membres du collectif. Leur manœuvre échouant, ils insistèrent pour que le collectif appelle à voter. Ils pensaient que l'angoisse due au recul des droits des chômeurs entraînerait un regain électoral. Les néo-réformistes stérilisaient les réunions en les centrant sur l'appel à voter. Nous expliquâmes notre point de vue libertaire et anti-électoral. Mais nous rappelions que le collectif n'avait pas à choisir entre les anti et les pro-élections (ces derniers se divisant d'ailleurs entre eux sur le choix des candidats à soutenir), le collectif devant s'en tenir à ses revendications, seul facteur d'union. La majorité se prononça contre l'appel à voter, vécu comme anti-unitaire. Les néo-réformistes lancèrent alors des attaques personnelles et des insultes avant de quitter le collectif. Le constat est clair : en dernier recours, les néo-réformistes, par leur tactique électorale, affaiblissent les comités de lutte des opprimés.

Les néo-réformistes, pour satisfaire leur emprise électorale font l'impasse sur la critique de classe des institutions, combattent toute dévalorisation du participationnisme, condamnent l'abstentionnisme, décrient toute résistance populaire autonome. Se voulant réformateurs voire révolutionnaires ; ils évoluent vers le conservatisme. Cela devient même compulsif ! Ainsi, alors que dans un débat, à propos du slogan "grève générale" j'en expliquais l'origine, le sens, l'intérêt ... devant un auditoire très favorable, les néo-réformistes semblaient agacés. Ils m'interpellèrent discrètement : "Tu roules pour ta boutique. Vous, les anars, la grève générale, ça vous arrange, car, en cas de grève générale, les élections sont inutiles". Goguenard, je rétorquai que, "s'ils étaient contre les grèves, ils n'avaient qu'à le dire publiquement". J'ajoutais : "vous êtes dans votre dogmatisme électoral, dans votre soif de pouvoir, dans votre perte de repères, capables de supprimer le droit de grève !".

Social-démocratie et capitalismes nationaux

Les néo-réformistes, pour ne pas se couper des gens en lutte, forgent de nouveaux slogans : "Pas de luttes directes. Pas de grèves victorieuses sans débouchés politiques (institutionnels)". Ils évoquent la grève générale de 1936, en France, qui, selon eux, fut victorieuse parce que nous avions un gouvernement de gauche issu du Front populaire. Ils se livrent là à un révisionnisme historique. Tout d'abord, le prolétariat applique la grève ni par esthétisme ni par plaisir, mais par nécessité, car il n'a pas les moyens de perdre un revenu vital. De plus, on ne fait pas grève sous un gouvernement qui vous octroie des droits nouveaux. Les grèves de 36 sont venues du fait que, ne voyant rien venir, les prolétaires contraignirent le gouvernement à lâcher des avantages. Car beaucoup de prolétaires de 36 se souvenaient que nos sociaux-démocrates s'étaient ralliés à leur capitalisme national et à son bellicisme, ce qui avait abouti en 1914 à la 1ère guerre mondiale. Ils se rappelaient qu'en Allemagne, les sociaux-démocrates avaient fait appel à l'armée puis aux milices de l'extrême droite (les "Corps francs") pour écraser l'insurrection ouvrière de 1918. Ils connaissaient l'alliance du Parti socialiste italien (PSI), incluant des dirigeants syndicaux, avec la droite, pour écraser la vague révolutionnaire et les conseils ouvriers qui étaient parvenus à contrôler les grandes entreprises. Ils avaient compris comment ces alliances participèrent à l'écrasement des révolutionnaires et antifascistes, prélude aux pouvoirs dictatoriaux et sanglants d'Hitler et de Mussolini.

En 1936, l'agitation ouvrière, notamment aux Etats-Unis et en Angleterre, France, Espagne, annonçait-elle un nouveau cycle révolutionnaire ? En France, beaucoup de grévistes voulurent établir, par des conseils, le contrôle ouvrier sur des entreprises. Les réformistes ne voulaient pas de révolution. Ils entendaient maintenir le système capitaliste dans le cadre bourgeois et institutionnel. Le gouvernement Blum, issu du Front populaire, céda aux grévistes et endigua la phase révolutionnaire.

La théorie du nécessaire relais politique des grèves est contredite par la réalité, car de nombreuses grèves, y compris généralisées ou générales, furent victorieuses sous des gouvernements de droite, voire dictatoriaux. L'exemple de Mai 68 atteste, que les grèves peuvent obliger un gouvernement de droite à lâcher de nombreux avantages aux grévistes. A contrario, bien des luttes, surtout depuis les années 80, ont été combattues et défaites par des gouvernements de gauche.

La bourgeoisie, prête à tout pour garder le pouvoir

Les néo-réformistes nient une autre réalité. Admettons que les réformateurs obtiennent une majorité électorale et, conséquemment, institutionnelle, et qu'ils nuisent à la bourgeoisie. Croyez-vous que la bourgeoisie dira : "C'est la démocratie, acceptons" ? Nul doute au contraire qu'elle cherchera à créer un climat social et politique détestable, pour affaiblir les réformistes et reprendre le pouvoir aux prochaines élections. A défaut, elle se lancera dans une reconquête du pouvoir par la force. Dans tous les cas, elle en profitera au passage pour réprimer les travailleurs, les opposants. Elle établira un nouveau cadre juridique répressif pour mater la subversion ou ériger sa dictature. C'est ainsi que, depuis longtemps, à chaque fois qu'elle fut menacée, la classe privilégiée a répondu par la violence, la dictature, la répression. Les dictatures bourgeoises passées ou à venir sont des réponses politiques pour détruire les luttes des exploités. Lorsqu'il devint Président du Chili, Salvador Allende préconisa de conserver le cadre légal. Il refusa de reprendre l'armée en main et s'opposa à la création de milices populaires de défense. Il ne put rien faire quand la bourgeoisie poussa l'armée au soulèvement et installa le général Pinochet au pouvoir. En 1936, en Espagne, malgré la méfiance du prolétariat, le Front populaire est arrivé au pouvoir. Il préconisa le changement dans le respect du cadre légal en vigueur. L'armée, avec Franco, s'est alors lancée dans un soulèvement. La CNT (anarchosyndicaliste) a riposté par un appel à la résistance, aux barricades, à la bataille. Là où elle était puissante et écoutée, des prolétaires (réformistes ou pas) la rejoignirent sur les barricades. A ce moment, la symbiose de la CNT avec les masses insurgées était totale, dans un seul bloc antifasciste et révolutionnaire qui écrasa les militaires. Mais, dans d'autres régions d'Espagne, les réformistes, coincés dans le jeu institutionnel n'opposèrent pas de résistance. Certains s'enfuirent tout de suite. Grâce à ces défections, Franco prit pied pour organiser sa conquête avec l'appui de nombreux gouvernements de droite dans le monde entier. Les socialistes, Léon Blum en tête soutinrent une politique de "non-intervention" dont l'effet fut de priver les antifascistes espagnols d'une véritable aide internationale. Staline lui non plus ne voulait pas de révolution en Europe de l'Ouest, qui gênait sa politique internationale (il se préparait à signer un pacte avec les nazis, ce qui sera fait en 1939). Il craignait que la Révolution espagnole contamine le prolétariat mondial, plus particulièrement celui de France dont la classe ouvrière s'était radicalisée. Il envoya donc ses agents aider le Parti communiste espagnol. Ensemble, ils ont mené une politique d'assassinat des militants antifascistes révolutionnaires et d'attaque contre-révolutionnaire, s'en prenant en particulier aux collectivités. Malgré cette aide puissante que lui a apporté le parti communiste (en attaquant de

l'intérieur le camp dit républicain), Franco mettra trois ans pour réussir à écraser la Révolution espagnole et prendre le pouvoir sur l'ensemble du territoire.

Une conclusion simple

Ma conclusion est simple. Oubliant leur visée transformatrice initiale, les réformistes, pris dans la tactique électorale, oublient le fond car, pour eux, gagner des places dans les institutions est devenu l'essentiel. La tactique a abouti au tacticisme, détruisant toute théorie révolutionnaire. Il n'y a plus ni finalité, ni sens, ni principe. Le tacticisme n'est pas la maladie infantile ou sénile du révolutionnaire, c'est sa transmutation. De facto, réformistes anciens et néo-réformistes, que ce soit discrètement, ouvertement, ou brutalement défendent les institutions. Ils s'opposent à la résistance populaire autonome, contraire à leurs buts et intérêts. Ils vont saborder toute lutte n'entrant pas dans leur conception étroite. Ils vont affaiblir toute riposte efficace aux réactions violentes de la bourgeoisie. Par-là, ils font le jeu des totalitarismes. Ils vont pérenniser les instruments de la domination bourgeoise, consolider l'appareil étatique qui servira à manipuler ou à réprimer les prolétaires, les opprimés. Combien nombreux sont, grâce à leur pouvoir institutionnel sanctifié par les élections, ceux qui pourront obtenir de bonnes places, des privilèges, des revenus ! Combien nombreux sont ceux qui deviendront des privilégiés, des notables, de bons petits bourgeois qui trahiront ceux qu'ils prétendaient défendre !

Les réformistes sont plutôt sociaux-démocrates, verts, voire communistes. Les néo-réformistes plutôt communistes, trotskistes, issus de divers courants d'extrême-gauche, voire de l'anarchisme. Ils se querellent entre eux, mais, rien de grave : sur le fond, ils visent les mêmes choses. Depuis quelque temps, ils sont plus nombreux à se revendiquer anarchistes, libertaires, "municipalistes", "syndicalistes"... ils tentent une manipulation théorique, historique, sémantique. Il est vrai que ces soi-disant anarchistes militent dans des syndicats réformistes -certains y sont même permanents- et préconisent la participation aux élections syndicales. Lorsqu'ils voudraient nous faire croire qu'au niveau municipal ils pourraient créer des sortes de communes autogérées, libertaires... ils nous prennent vraiment pour des imbéciles. Nous n'oublions pas que les vrais anarchistes, les vrais révolutionnaires, visent à détruire les moyens, les entités, les structures de la domination car elles servent à empêcher la construction d'une société libre et égalitaire.

Jean Picard Mars 2005

Sur le forum social libertaire de Paris de 2003

Depuis quelques années, il est clair que l'anarchisme, qu'il dérange ou séduise, croît en influence et quitte le niveau hyper-groupusculaire. Mais prudence : la maturité fait encore défaut, ce qui laisse la porte ouverte aux récupérations et manipulations. Au cours du FSL (Forum social libertaire), les débats collectifs auxquels j'ai pu participer ou les discussions que j'ai pu avoir individuellement m'ont en effet convaincu que le mouvement libertaire ne pourra se développer que s'il résout "sa question syndicale".

Pendant des décennies, les libertaires ont essentiellement milité dans les grandes confédérations syndicales (FO, CGT, CFDT), participant à conduire le mouvement social dans l'impasse. Les conclusions ont été tirées, bien que tardivement, et ce sont maintenant les organisations qui utilisent le sigle "CNT" qui regroupent la majorité des libertaires. Ce pas, très positif, n'est cependant qu'un premier pas. Car il ne suffit pas bien entendu d'un sigle pour résoudre les problèmes. Or les problèmes qui se débattent actuellement sont d'importance. Deux d'entre eux me semblent capitaux.

Le premier est celui de l'idéologie. Parmi les choses que j'ai entendues par exemple au cours du Forum Social Libertaire qui s'est tenu voici quelques mois à Paris, une était frappante : l'accusation récurrente, faite à la CNT-AIT, d'être "idéologique". Cette accusation était émise par des militants qui se réclamaient de l'a-politisme, de l'a-idéologisme ou d'un syndicalisme révolutionnaire devenu très réducteur. La première question à débattre est donc de savoir si une CNT doit (et même peut) être a-idéologique ou, au contraire, se positionner en tant qu'organisation anarchosyndicaliste.

La deuxième question, qui n'est pas sans lien avec la précédente, est celle du nombre. En l'espèce ce ne sont pas les chiffres triomphalistes avancés par certains (bien qu'il s'agisse de fariboles dont les auteurs ne mesurent pas le ridicule) que je voudrais discuter ici mais l'influence du modèle d'organisation sur le nombre et sur l'évolution de la structure. Sur ce plan aussi deux conceptions s'opposent dont l'une vise à reprendre le modèle traditionnel, commun à toutes les confédérations syndicales existant actuellement en France.

LA QUESTION DE L'IDEOLOGIE : ANARCHOSYNDICALISME OU SYNDICALISME A-IDEOLOGIQUE ?

L'homme pense, élabore des concepts, des valeurs éthiques, ... en un mot, donne du sens à ce qu'il vit. Le "sociétal" est le produit d'intérêts, de valeurs, d'idéologies philosophiques ou religieuses. Il n'y a pas "d'en soi" sociétal mais du "pour soi". Les capitalistes qui déclarent que "l'état naturel de la société est le marché" ont une position purement idéologique ; tout comme les déistes qui proclament des "vérités révélées". Bref tout discours sur les choix de société est idéologique. Car seule l'idéologie permet de saisir, d'élaborer du sociétal. Dire le contraire, c'est nier la liberté de l'homme, naturaliser les faits et choix sociétaux et exclure la culture. Constatons d'ailleurs que tout groupe qui poursuit un but social ou politique est mû par une idéologie, qu'il s'en réclame ouvertement ou qu'elle soit implicite. Le syndicalisme n'échappe pas à la règle. Comme les autres forces sociales, il est à la fois production et producteur d'idéologie. Sur ce plan, largement exploré par les sciences sociales, la seule véritable question est de savoir ce que cache un syndicalisme qui se prétend a-idéologique. Deux grandes hypothèses peuvent être avancées, qui méritent la discussion.

La première est tout simplement que ce syndicat a-idéologique est un simple conglomérat d'individus qui n'ont pas grand chose en commun. Il n'a aucune capacité pour élaborer une idéologie même relativement simple. Un débat un peu profond sur quelque problème sociétal d'envergure que ce soit le ferait exploser. Ou bien, hypothèse tellement proche qu'elle constitue une variante de la précédente, qu'il a tellement intégré l'idéologie dominante qu'il ne peut plus s'y soustraire et qu'il se satisfait d'un profil revendicatif (éventuellement d'un syndicalisme de lutte) mais sans remettre en cause le principe même de l'exploitation (comme le font aux USA des syndicats hyper-activistes dans la forme et hyper-réformistes dans le fond). Dans tous les cas, une telle organisation, un tel syndicalisme n'a aucune portée révolutionnaire et probablement peu d'avenir à terme.

La deuxième grande hypothèse est que l'organisation soi-disant a-idéologique subit en fait un travail d'anéantissement théorique de ses options de départ pour le compte d'une autre force (qui pratique dans le syndicat l'entrisme, le noyautage). Le refus affiché de l'idéologie et l'apolitisme sont alors la marque de cette prise en main de l'intérieur. L'expérience sur ce point est ancienne. En France, la "Charte d'Amiens" (1906) qui prétendait aux principes de neutralité, d'apolitisme, d'indépendance et de non-intrusion entre les sphères d'activité du syndicat (revendications salariales immédiates...) et les partis (auxquels reviendrait le choix de société et sa future gestion) a assuré successivement le triom-

phe des réformistes puis des marxistes-léninistes dans le mouvement social. Car, en fait d'indépendance, tout le monde sait que les partis contrôlent les syndicats. Ce qui n'est pas étonnant : les staffs des uns et des autres partagent la même idéologie, la même psychologie ; et les individus qui les composent ont souvent une double adhésion (parti/syndicat). Plus prosaïquement leurs intérêts bien compris sont les mêmes.

Mais les conséquences de ce "neutralisme" syndical sont graves. D'une part, les syndicats sont pilotés de l'extérieur et servent de masse de manœuvre aux organisations politiques, d'autre part, couper en deux le champ social, le “dichotomiser” entre parti et syndicat, entraîne la fragmentation d'une lutte (qu'il faudrait au contraire concevoir comme globale) en luttes parcellisées, fractionnées sur de multiples terrains. Les luttes de l'entreprise ne recoupent pas celles de la cité, ce qui a pour résultat final d'empêcher la majeure partie de la population de saisir l'exploitation dans sa globalité ainsi que les rapports entre l'idéologie, l'économie, le politique... Le syndicalisme a-politique, a-idéologique contribue donc au maintien de l'oppression et à l'affaiblissement du prolétariat.

C'est contre cette conception que s'élève l'anarcho-syndicalisme. Celui-ci reconnaît que la société actuelle est façonnée par trois grands types d'ordres : idéologique, politique, économique.

De facto, la société dans laquelle nous vivons s'organise sur la base de l'exploitation d'une classe sociale. Cette organisation découle de la co-action dans le monde entier des trois ordres : économique (capitalisme, quelle qu'en soit la nature juridique), politique (étatisme, quel qu'en soit le régime), idéologique (domination, quelles qu'en soient les variantes), ce qui les rend consubstantiels au système social en vigueur. On observera qu'ils se corroborent et se pérennisent dans leurs modes et rapports. Car la propriété ou l'usage des moyens appartient à des minorités privilégiées qui décident et maintiennent l'immense majorité de la population dans des rapports d'exploitation. Dès lors, ne viser à changer, pour des raisons tactiques, qu'un seul des trois ordres est une erreur, car les deux autres ordres travaillent à rétablir continuellement celui qui se trouve momentanément en situation de faiblesse. Choisir un seul angle d'attaque, c'est, on le comprend dès lors, s'engager dans l'impasse du parcellaire et du fragmentaire.

Ce biais est aggravé par le réductionnisme cognitif (c'est-à-dire une pensée qui se limite, se spécialise, voit tout à travers le prisme déformant d'un seul des trois ordres) dans lequel tombent alors les militants. Comment en effet comprendre le tout par une de ses parties seulement, alors qu'il s'agit en l'occurrence d'analyser les actions propres et réciproques, les interactions, les co-actions, les rapports dynamiques et dialectiques du tout et des parties ?

Bien que d'autres facteurs interviennent, c'est bien principalement la résultante des trois ordres qui a unifié notre système social. Par contrecoup, toutes les actions et modifications doivent être unifiées. A la connaissance holistique correspond l'action globale. Le communisme libertaire, auquel se réfèrent les anarchosyndicalistes, formalise cette vision globaliste. Il propose sur le plan économique la socialisation (ou collectivisation) des entités économiques, sur le plan politique le fédéralisme des conseils territoriaux et sur le plan idéologique, une éthique égalitaire et libertaire.

LA QUESTION DU NOMBRE ET DE L'ORGANISATION

Vouloir construire une organisation numériquement importante, en singeant les "grandes organisations" du paysage politique ou syndical actuel conduit à tout, sauf à la rupture. Remarquons en effet que tous ces mouvements s'accordent sur le principe organisationnel suivant : "une base, un sommet". Or, dans un tel modèle organisationnel, la base, même quand elle est consciente de ses intérêts, ne peut les défendre (que ce soit par faiblesse des moyens dont elle dispose, de temps, de connaissances, d'analyse, d'outils, etc.).

Quand une organisation, au départ libertaire ou anarcho-syndicaliste, s'éloigne des principes organisationnels qui devraient être les siens (c'est-à-dire, "ni sommet, ni base") et adopte dans les faits un modèle pyramidal, il s'en suit (comme dans les organisations autoritaires d'ailleurs) une diminution de l'activité générale de l'organisation et surtout de la capacité d'initiative de la "base". Pour faire face à cette diminution, la "solution" passe alors inévitablement par l'émergence puis le renforcement d'un staff, d'une équipe qui se trouve au sommet de la pyramide et qui dirige l'ensemble. Que ce staff soit composé de dirigeants bénévoles, d'élus, de permanents et autres salariés de l'organisation... ne change rien à l'évolution des choses. Progressivement en effet, c'est le staff qui impulsera l'essentiel de la vie de l'organisation.

Si quelque succès, même illusoire se produit, (création de structures, augmentation du nombre des affiliations...), le staff en tirera l'argument ad hoc pour renforcer les rapports verticaux de subordination, et, portant, son pouvoir sur l'ensemble de l'organisation. En l'occurrence, l'outil façonne progressivement le fonctionnement. L'organisation va se hiérarchiser puis évoluer vers le réformisme, car c'est la pratique et non l'intention qui est déterminante. Le staff crée le staff en multipliant les réunions, les commissions, les actes administratifs, les structures internes et externes.

Rapidement, la question des moyens financiers nécessaires à l'existence du staff

devient essentielle. Les cotisations, déjà insuffisantes dans les grandes organisations, ne peuvent suffire dans les petites à nourrir le staff. Restent les dons de militants -mais, dans des milieux populaires, ils sont nécessairement limités- et surtout, les subventions plus ou moins directes, les avantages "légaux" ou détournés (heures syndicales, indemnités d'activité syndicale, décharges, et les sièges dans de multiples fromages : comités d'entreprise, mutuelles, caisses de retraite, commissions paritaires, conseils d'administration d'organismes de formation, de Sécu, d'associations...). Une foultitude de structures, avec, en tête les collectivités territoriales, l'État et ses administrations, se prêtent à ce petit jeu. Tout cela permet de rétribuer des permanents déguisés (payés par la structure d'accueil, mais travaillant pour l'organisation politique ou syndicale).

Mais il ne faut pas oublier que tous ces organismes sont tenus par la bourgeoisie et les réformistes. Ils laissent faire les grenouillages, dont ils ne sont pas dupes, à condition que l'organisation ne soit pas au fond trop remuante, trop radicale, trop "lutte de classe". Comme les places dans tous ces fromages sont, en gros, au prorata de l'influence, le staff se doit de gonfler son organisation, ou du moins de donner l'impression qu'elle gonfle : multiplication de structures creuses, adhésions bradées, clientélisme, démagogie électoraliste... Bref, il lui faut du développement numérique.

Or, en l'état actuel de l'impact de l'idéologie dominante et du recul de l'identité de classe, tout discours révolutionnaire ou simplement de vérité est minoritaire dans la société. Un tel discours ne peut, en ce moment, permettre à une organisation d'atteindre une forte représentativité. Il faut, pour cela être consensuel, taire ou affadir toute posture radicale, opérer un glissement opportuniste et démagogique.

Si la bourgeoisie finance ces jeux, c'est qu'ils constituent un de ses meilleurs instruments de domination. Insensiblement, elle fait évoluer le syndicalisme d'opposition vers un syndicalisme de partenariat dont l'objectif devient d'empêcher l'apparition de toute radicalité chez les salariés, de les encadrer et de les discipliner. Le staff, mis en place au départ dans la louable intention de donner du dynamisme à l'organisation, renforce dans les faits un système pyramidal et droitier. Sa tendance est de devenir pléthorique et, par voie de conséquence, de pénétrer dans un nombre croissant de structures de cogestion. La puissance, les moyens, les privilèges des grandes confédérations qui ont toutes suivi ce chemin (certaines, comme la CFDT, assez rapidement !) en font de véritables institutions. Leurs personnels rétribués (un peu par les adhérents, beaucoup par les subsides de l'État et du patronat) sont de quasi fonctionnaires. L'intégration ou la collusion avec la bourgeoisie dont ils sont les instruments a retourné le syndicalisme contre les salariés.

La conclusion : les organisations qui fonctionnent avec des staffs (qu'elles soient syndicales ou politiques) ont plus de moyens, mais sont par là même amenées à collaborer de plus en plus, à s'institutionnaliser et finalement, à faire reculer la condition des salariés. La "couleur" de départ importe peu, l'évolution est inéluctable.

Face à cette situation, l'électeur de base vote pour le moindre mal ou s'abstient (de plus en plus massivement : voir les élections prud'homales...). Les adhérents, plus impliqués soit se taisent, soit tentent de s'immiscer dans les affaires du syndicat pour le "réformer". Ne disposant pas de moyens, de temps, des informations nécessaires, les gêneurs qui s'engagent dans ce chemin sont vite renvoyés à leur rôle de simples cotisants. Car l'histoire enseigne que l'on ne réforme pas une organisation réformiste, verticalisée, bureaucratisée et que la lutte des classes est incompatible avec la collaboration de classe.

A l'opposé, l'organisation anarchosyndicaliste cherche en permanence à mettre en adéquation son projet, sa structuration et les moyens qu'elle préconise pour l'action sociale. Les initiatives, la construction des projets, leur réalisation doivent appartenir aux structures locales, non à un quelconque staff qui leur serait dans la réalité, quel que soit le discours pour masquer cette dernière, supérieur. Cela suppose un certain nombre de choses dont une me semble essentielle : l'adhésion doit y être consciente, c'est-à-dire faite en connaissance de cause, en connaissance au moins générale du projet anarchosyndicaliste. Car l'anarcho-syndicalisme de la CNT-AIT est complexe et synthétique, il n'oppose pas revendications immédiates et transformation sociale mais agit simultanément et dialectiquement sur ces deux objectifs, évitant le discursif et le verbalisme de l'idélologisme tout comme le pragmatisme plat du revendicatisme même radical.

Bien que des aspects de cet article auraient avantage à être plus développés, j'ai tenté ici de rompre avec la pensée spectaculaire qui sévit même dans les rangs libertaires, les dérives électorales qui y apparaissent (élections professionnelles, municipalisme, vote Chirac, etc.) et les confusions dues à des défauts d'étayage ou à des connaissances parcellaires, occultées par des slogans incantatoires.

Peut-être que certains découvriront d'ailleurs qu'ils partagent d'amples convergences avec les militants de la CNT-AIT. C'est ce que je souhaite, tout comme je souhaite que le dialogue se poursuive avec eux..

Jean Picard Février 2004

La nef des fous

Signé de J. Kaczynski et sous le titre "La nef des fous", un texte circule depuis quelques mois dans les milieux. Cet écrit, fort plaisant à lire, entre en résonance avec les peintures si extraordinaires de Jérôme Bosch. La luxure, l'hypocrisie, le lucre, le double discours y sont pointés du doigt. Mais, quand un doigt pointe la lune, nous dit le proverbe chinois, ce n'est pas sur le doigt qu'il faut se fixer, c'est la lune qu'il faut découvrir. Allons donc, en lisant ce texte au-delà du doigt et essayons de découvrir, non pas la lune, mais la substantifique moelle que l'on peut en tirer.

Ce bateau, la nef dont il est question ici représente notre société. Le capitaine, c'est le chef, le grand bourgeois, le patron. Les officiers figurent la moyenne bourgeoisie réformiste ; ils font office de représentants politiques ou syndicaux. Les passagers sont les consommateurs. Les marins les prolétaires. Enfin, l'intello, c'est l'élite humaniste et réformiste. La nef, comme le monde bourgeois et capitaliste, génère des frustrations et des conflits. Le capitaine désamorce ces tensions en concédant de menus avantages. Il envoie les officiers comme intercesseurs auprès des opprimés (consommateurs) et des exploités (prolétaires), ces derniers, bons sociaux-démocrates ne réclament que de petites choses. Tout cela conforte chacun à sa place, et, dans ses rapports.

Le mousse est le révolutionnaire, il entend changer l'ordre des choses, la cause de la situation, le cap, tout comme il dénonce les chimères réformistes ou l'impasse des revendications immédiates. Pour lui, se positionner sur les effets et non l'origine des choses conduit à la catastrophe. Il préconise de changer de cap, vivre libre ou périr. A ce stade de l'exposé, aucun révolutionnaire n'est en désaccord. Pourtant, l'épique n'a pas sa place, le lyrisme va s'anéantir dans le pathétique, la comédie virer au drame puis à la tragédie.

De prime abord, la conclusion de l'énoncé, c'est que les revendications immédiates (celles qui visent à améliorer l'ordinaire, sans analyser le pourquoi des conditions d'existence ni remettre en cause le système) en jouant sur les effets et non les causes améliorent la situation. Mais, à terme, elles ne résolvent rien et empêchent la destruction du système. Mieux, elles le confortent en entretenant les illusions sur sa valeur. Telle est la position du mousse qui se coupera de ses frères de classe puis s'affrontera aux opprimés et finira rejeté, laissant patron et officiers manipuler les prolétaires. Ainsi sera concédée la victoire aux bourgeois avant une extermination générale à laquelle le mousse n'é-

chappera pas. C'est là qu'apparaît l'hiatus, car, ayant raison sur le fond, le mousse a tort dans la forme. Son discours tourne au soliloque, le conduit à l'impasse, au sado-masochisme du solipsisme.

A la place du mousse, j'aurais, certes et tout comme lui, reconnu la contradiction entre la revendication immédiate de la masse et ma volonté de changement. Mais, comme il ne s'agit pas de périr immédiatement de froid sous prétexte que finalement on va tous mourir un jour, j'aurais essayé de créer et de maintenir, à travers les revendications, un état conflictuel propice à la prise de conscience, la réflexion et l'action. J'aurais dénoncé les privilèges, le pouvoir du capitaine et des officiers, le danger de leur entreprise. J'aurais proposé de s'organiser pour décider, sans l'intermédiaire de chefs, de nos droits et devoirs. Au total, j'aurais signalé la nécessité d'un changement de système et proposé l'agencement d'un projet sociétal.

Il me semble qu'opérant suivant cette méthodologie subversive, le mousse ne se serait pas isolé, il aurait peut-être pu empêcher l'ascendance bourgeoise et le contrôle réformiste. Il aurait tenté d'unifier les exploités, les opprimés. Il aurait acté une pratique (lutte immédiate) et une élaboration théorique (analyse du contexte), évité le maximalisme isolateur en comprenant la situation du salariat et évité tout autant le gauchisme en ne se situant que dans le cadre idéo-politique. Avec une vision plus subtile que la sienne, il aurait pu professer une utopie sans dédaigner certaines revendications ordinaires. Il aurait pratiqué l'anarchosyndicalisme.

L'anarchosyndicalisme se construit sur cette dialectique des revendications immédiates et du projet sociétal, il permet à la fois d'unifier les exploités et les opprimés dans leur résistance à l'adversaire et de créer une situation de tension nécessaire à un processus de changement. Il est à la fois didactique, pragmatique, opératoire, imaginatif, pratique et réflexif.

Le débat sur les revendications immédiates dans lequel beaucoup de libertaires s'enferrent est redondant, récurant voire obsolète. L'histoire a tranché. L'anarchisme n'est pertinent que social, c'est ainsi qu'il a inscrit ses faits les plus marquants (Commune de Paris, Russie de 17, Ukraine, Argentine des années 20, Espagne 36, etc.) dans son combat avec et parmi les exploités, comme composante du mouvement ouvrier (CGT du début du siècle dernier, FORA argentine, CNT d'Espagne, tendance du Zapatisme, etc., etc.). Et cela, même si la tâche est ingrate, obscure, difficile, et parfois déroutante.

Pour conclure, il ne sert à rien d'avoir la meilleure des doctrines, la plus

élaborée des idéologies, la plus pertinente des éthiques si les pratiques ne les rendent pérennes. De même, il ne sert à rien d'avoir la pratique la plus percutante, la plus active, la plus stratégique, si elle n'est pas porteuse d'une critique, d'une tension, d'un projet véritablement révolutionnaire. Toute doctrine, toute théorie sociale ne peut être praxis sans articulation théorico-stratégique.

Jean Picard Janvier 2005

Charte de l'union locale de Caen

Les organisations anarcho-syndicalistes ont une double fonction. Premièrement, la lutte révolutionnaire pour l'amélioration économique et sociale dans la société capitaliste existante. Deuxièmement, l'éducation par eux-mêmes des exploités et opprimés afin qu'ils puissent accomplir la complète autogestion de la production et de la distribution par la socialisation des richesses.

Conscient que la lutte en entreprise est importante, l'anarcho-syndicalisme ne limite pas son action à celle-ci mais l'étend à tous les rapports et modes : production, consommation, administration… car c'est l'ensemble du champ social qui est visé.

L'anarcho-syndicalisme est opposé à tout monopole social ou économique. Il ne recherche pas la conquête du pouvoir politique, mais plutôt l'abolition complète de toute fonction étatique dans la vie de la société. En conséquence, il rejette toute activité parlementaire et autre collaboration avec le corps législatif. Il représente des organisations en lutte sur le lieu de travail et une communauté indépendante opposée à tous les partis politiques et les bureaucraties syndicales.

En conséquence, l'anarcho-syndicalisme appelle les opprimés et les exploités à agir en dehors des structures de collaboration, des appareils politiques et syndicaux, qui concourent au maintien de l'ordre bourgeois, en créant des comités indépendants de lutte : seul moyen permettant de dépasser les clivages, l'emprise des jeux politiciens, les divisions induits par les partis et syndicats. Ces comités unifient donc les exploités dans leurs intérêts communs au delà des sensibilités particulières. Les comités doivent se lier selon les principes du fédéralisme anti-autoritaire, de façon à établir une véritable

résistance populaire autonome, seule capable de créer un véritable rapport de force.

L'anarcho-syndicalisme a pour moyen l'action directe sous toutes ses formes : occupations, grèves, boycotts, sabotages, grèves générales, etc. Pour assurer la participation complète de tous, aussi bien dans la lutte actuelle que dans la future autogestion de la société, il s'oppose au centralisme dans ses organisations et s'organise sur la base du fédéralisme libertaire. A tous les niveaux, il s'établit sans hiérarchie et avec une entière liberté d'initiative aux groupes locaux et régionaux. Toutes les instances de la confédération des travailleurs consistent en délégués révocables et mandatés pour une action déterminée par les assemblées locales de travailleurs.

L'anarcho-syndicalisme rejette toutes les frontières politiques et nationales arbitrairement créées. S'opposant à l'idée d'Etat-nation et constatant que l'espèce humaine est une, il rejette toute forme de nationalisme. Il se réclame de l'universalisme libertaire : les mêmes droits, devoirs, libertés, et l'égalité pour tous. Reprenant le principe "prolétaires du monde : unissez-vous !", l'anarcho-syndicalisme œuvre donc pour que les exploités, les opprimés construisent une "fédération des terriens " sur les bases de l'égalité, tant des droits qu'économique et sociale.

L'anarcho-syndicalisme s'oppose à toutes attitudes et institutions faisant obstacle au principe d'égalité et combat les idéologies légitimant tout système social hiérarchique de domination et d'exploitation. Il défend une idéologie égalitariste d'éthique libertaire.

Constatant que les ordres politique, économique et idéologique sont consubstantiels au système actuel, il affirme qu'il ne saurait exister de transformations sociales sans modification de ces ordres.

L'anarcho-syndicalisme fait sien le principe de pensée et d'action globale. Il propose de substituer à l'économie capitaliste, une économie socialisée et planifiée ; au mode politique étatique, quelque soit le régime, une organisation politique basée sur le fédéralisme libertaire ; aux idéologies autoritaires et de domination, une idéologie égalitariste ; de façon que s'accomplissent les droits de tous et de chacun, en tous lieux, afin de décider, contrôler sa vie et son environnement.

Le 19 mars 2005

LES CAHIERS DE

***L'ANARCHO-SYNDICALISME** SONT ÉDITÉS*

***PAR L'UNION LOCALE** CNT-AIT DE CAEN*



CNT-AIT

BP 2010

14089 CAEN CEDEX 6

http://cnt.ait.caen.free.fr

cnt.ait.caen@free.fr

LECTURES SUBVERSIVES

NOUS AVONS CHOISI DE COMPILER CES QUELQUES TEXTES. NOTRE BUT EST TRÈS SIMPLE : DÉMYSTIFIER UNE CERTAINE PROSE SE PRÉTENDANT RÉVOLUTIONNAIRE MAIS QUI N'EST AU FINAL QU'UN PLAT RÉFORMISME. CE DERNIER OCCULTE D'APRÈS NOUS LA NATURE PROFONDE DES INSTITUTIONS ACTUELLES. LE LECTEUR POURRA AVOIR UN APERCU DOCTRINAL DE L'ANARCHO-SYNDICALISME.

